ÉGYPTE

Les otages libérés après dix jours de captivité

Les onze touristes européens et leurs huit accompagnateurs égyptiens capturés dans le sud de l'Egypte ont été libérés «sains et saufs» lors d'une opération commando, après dix jours de captivité dans le désert, a annoncé hier le Caire.

«Les otages ont été libérés, et sont en bonne santé. Ils sont attendus à l'aéroport du Caire», a annoncé la télévision égyptienne, citant un haut responsable gouvernemental.

Le groupe d'otages était attendu hier à la base militaire d'al-Maza, accolée à l'aéroport international du Caire à partir de 14h (12h GMT), a précisé à l'AFP le porte-parole du ministère du Tourisme, Omayna el-Husseiny. L'armée égyptienne a libéré les otages lors d'une opération des forces spéciales dans un camp au Tchad, près de la frontière avec le Soudan, a déclaré à l'AFP un responsable de sécurité, qui a requis l'anonymat.

Le ministre égyptien de la Défense, Hussein Tantawi, cité par l'agence Mena, a, pour sa part, affirmé que la moitié des ravisseurs avaient été «liquidés».

«Aucune rançon n'a été payée pour leur libération», a affirmé une source officielle citée par la télévision égyptienne.

Capturés le 19 septembre lors d'un safari en 4x4 au pied du mont Ouanat, aux confins de l'Egypte, du Soudan et de Libye, ce groupe d'otages avait été ballotté d'une cache à l'autre par des ravisseurs inconnus.

Il comprenait 11 touristes — cinq Italiens, cinq Allemands et une Roumaine — ainsi que huit Egyptiens : deux guides, quatre chauffeurs, un garde-frontière et le directeur de l'agence organisatrice du safari.

Le président égyptien Hosni Moubarak s'est réjoui de leur libération, selon l'agence Mena.

Le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, en visite à Belgrade, a confirmé à l'AFP la libération des otages, indiquant qu'ils étaient «en bonne forme».

«Nos otages ont été libérés. Ils vont bien... Ils sont en bonne forme. Ils sont en route pour le Caire», a ajouté le ministre, se déclarant «très reconnaissant», en particulier à l'égard des autorités égyptiennes. Des «agents des services secrets et des forces spéciales de l'armée italienne» ont participé à leur libération, a-t-il également déclaré, d'après l'agence Ansa.

Photo : DR

Aucune annonce ou commentaire n'étaient intervenus de Berlin en début d'après-midi.

L'annonce de cette libération intervient alors que la crise avait pris une tournure inquiétante après que l'armée soudanaise eut affirmé dimanche qu'elle avait tué six des ravisseurs, sans libérer les prisonniers.

Khartoum avait également affirmé que le groupe d'otages, que l'on croyait encore retenu dans une cache du mont Ouanat, se trouvait au Tchad dans les mains d'un groupe de 30 rebelles du Darfour.

Khartoum avait mis en cause dans la prise d'otages un des groupes rebelles du Darfour, l'Armée de libération du Soudan-Unité (SLA-U), lequel a démenti depuis Londres son implication.

Une guerre, aux conséquences dramatiques pour la population oppose depuis 2003 dans cette région de l'ouest du Soudan des groupes de rebelles, de plus en plus éclatés en factions rivales, au régime de Khartoum et ses milices alliées. Capturés au pied du versant égyptien, ils avaient été transférés dans les flancs soudanais de la montagne, avant d'être cachés côté libyen, à l'ouest, selon Khartoum. Un responsable égyptien de la sécurité avait affirmé dimanche qu'une rançon, d'un montant présumé de six millions d'euros, avait été versée aux ravisseurs en fin de semaine dernière, lors d'un passage du côté libyen du mont Ouanat.

Les négociations, dans lesquelles l'Allemagne a joué un rôle prédominant, ont été nouées via l'épouse d'origine allemande du directeur de l'agence de tourisme, Kirsten Butterweck-Abdel Rahim.

LIBAN

Cinq morts dans un attentat contre l'armée près de Tripoli

Cinq soldats libanais ont été tués hier dans un attentat à la voiture piégée contre leur autobus aux abords de Tripoli, la grande ville du nord, une attaque qui risque de nuire à la stabilité du Liban et aux efforts de réconciliation en cours.

Cinq soldats sont morts et au moins 24 personnes, dont 18 soldats, ont été blessées dans l'attentat survenu tôt dans la matinée, a déclaré à l'AFP un responsable de l'armée.

«Une fois de plus, une main perfide a surgi pour frapper l'institution militaire dans une attaque terroriste visant clairement à saper les efforts pour la paix et la stabilité», a réagi le commandement militaire.

D'après un porte-parole de l'armée, la bombe, placée sous un véhicule garé sur le bas-côté de la route, a explosé au passage du bus de l'armée à l'entrée sud de Tripoli, à une heure de forte circulation. Le bus, qui se rendait à Beyrouth, transportait 24 passagers. La police et l'armée ont immédiatement déployé un cordon de sécurité autour du site, où les experts ont commencé la collecte d'indices.

Le propriétaire du véhicule piégé a été interpellé afin d'être interrogé, a indiqué un responsable de la sécurité. Les habitants du quartier se sont précipités sur les lieux en quête de nouvelles rassurantes de leurs proches, d'autres se sont rués dans les hôpitaux. Anouar Jassim, un soldat de 37 ans, père de deux enfants, se trouvait parmi les tués.

«Il a passé le week-end avec sa femme et ses enfants à acheter des habits pour fêter la fin du Ramadan et était censé revenir ce soir», a déclaré son cousin Ali Al-Khatib.

La police soupçonne que la bombe, bourrée de vis et de boulons, a été déclenchée par télécommande.

L'attentat a été dénoncé par les deux principaux blocs politiques libanais, qui ont évoqué une tentative de déstabilisation du pays.

«Cette nouvelle attaque terroriste contre l'armée montre que le Liban est toujours visé par des parties qui ne souhaitent pas que ce pays gère ses propres affaires ou jouisse de stabilité et de sécurité», a accusé le chef de la majorité parlementaire Saâd Hariri. Le président du Parlement, Nabih Berri, un pilier de la minorité parlementaire, a, pour sa part, dénoncé une tentative de saper les efforts de réconciliation.

L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, a été condamné par la Syrie, l'ancienne puissance de tutelle, qui a exprimé sa «solidarité avec le Liban frère». Paris et Madrid ont également dénoncé l'attaque, survenue alors que les différentes factions politiques rivales ont entamé le 16 septembre un dialogue national visant à mettre fin aux violences, qui, en mai, avaient fait 65 morts et failli déboucher sur une guerre civile.

D'autres responsables estimaient que l'attaque pouvait avoir pour but de miner les efforts de l'armée pour contrôler Tripoli, théâtre de mai à juillet de violences confessionnelles ayant fait plus de 20 morts.

Ces combats avaient opposé des sunnites à la communauté alaouite, une branche du chiisme, dans plusieurs quartiers de la ville, avant que l'armée ne dépêche des renforts.

«Cette attaque vise le moral de l'armée et cherche à nuire aux relations entre les militaires et les habitants de Tripoli, à la suite du déploiement de troupes», a estimé le député Moustapha Allouche.

Mi-août, 14 personnes, dont neuf soldats et un enfant, avaient été tués dans une attaque comparable à Tripoli. Il s'agissait de la pire attaque contre l'armée depuis les violents affrontements en 2007 entre les militaires et le groupuscule islamiste Fatah al-Islam, dans le camp de réfugiés palestiniens de Nahr al-Bared (nord), qui ont fait plus de 400 morts dont 168 soldats.

La région est également la proie d'un regain de tensions après l'attentat à la voiture piégée qui a fait 17 morts samedi à Damas. Selon l'agence officielle syrienne Sana, il s'agissait d'une attaque suicide perpétrée par un extrémiste islamiste «venu d'un pays voisin».

NUCLÉAIRE

L'AIEA rappelle à l'ordre la Corée du Nord et l'Iran

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El-Baradei, a appelé, hier, la Corée du Nord à réintégrer le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et l'Iran à faire toute la lumière sur son programme nucléaire controversé.

«J'espère toujours qu'on pourra réunir les conditions pour que la Corée du Nord réintègre le TNP aussitôt que possible», a-t-il déclaré à l'ouverture à Vienne de l'assemblée générale annuelle de l'agence onusienne.

Concernant l'Iran, M. ElBaradei a réitéré son appel à ce que Téhéran «mette en œuvre toutes les mesures de transparence» permettant de s'assurer de la «nature exclusivement pacifique de son programme nucléaire».

Ces déclarations interviennent une semaine après que l'AIEA a révélé que Pyongyang, qui a quitté le TNP en 2003, a ordonné l'expulsion des inspecteurs de l'agence et la levée des scellés de son site nucléaire de Yongbyon, et annoncé son intention d'y introduire des matériaux nucléaires cette semaine. Parallèlement, l'AIEA reste incapable, après plus de cinq ans d'enquête, d'établir la véritable nature du programme nucléaire de l'Iran, malgré des sanctions de l'ONU contre Téhéran pour son refus de geler ses activités d'enrichissement d'uranium. Les appels du directeur de l'AIEA ont été relayés par le secrétaire d'Etat français Luc Chatel, représentant la présidence de l'Union européenne à la réunion à Vienne. Il a souligné que «c'est à l'Iran qu'incombe la charge de faire la lumière sur son programme» nucléaire.

La 52e assemblée générale annuelle de l'AIEA, qui réunit les 145 Etats membres de l'agence, est prévue pour durer toute la semaine et doit également aborder le dossier nucléaire syrien présumé.

EQUATEUR

Le projet de Constitution de Correa approuvé à 64%

Le projet de nouvelle Constitution équatorienne proposé par le président socialiste Rafael Correa a été approuvé par 64% des voix au référendum de dimanche, selon des résultats officiels portant sur 80% des suffrages, publiés hier par le Tribunal électoral suprême.

D'après ces résultats, le «oui» a obtenu 64%, le «non» 28%, 7% des suffrages étaient nuls et 0,7% étaient des votes blancs. Pour que le projet de Constitution soit adopté, il devait obtenir la moitié des suffrages plus un.

Dimanche, deux sondages effectués à la sortie des bureaux de vote et un décompte d'une organisation non-gouvernementale avaient annoncé une large victoire du «oui», le situant entre 63% et 70%. M. Correa avait revendiqué dans la nuit de dimanche à lundi la victoire de son projet de Constitution. La «Constitution a triomphé de manière écrasante», avait-il assuré, en félicitant les Equatoriens au siège du gouvernorat de Guayaquil, un port situé à quelque 280 km au sud-ouest de Quito.

Le scrutin, qui s'est déroulé dans le calme selon la mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA), portait sur un texte en 444 points consolidant le «nouveau socialisme» défendu par le président.

Le projet de Constitution consacre le pouvoir de l'Etat sur l'économie, en lui réservant la «planification du développement» d'un pays vivant essentiellement de l'extraction de pétrole par des compagnies étrangères et des devises qu'envoient ses émigrés.

Porté par M. Correa, élu en 2006, le projet accorde aussi des pouvoirs renforcés au chef de l'Etat, qui pourra effectuer jusqu'à deux mandats consécutifs de quatre ans et aura la possibilité de dissoudre l'Assemblée. M. Correa a déjà annoncé qu'il userait de ce pouvoir et briguerait un nouveau mandat en février 2009. La Constitution consolide en outre le principe de la gratuité des services de santé et d'éducation que M. Correa a commencé à instaurer dans ce pays de 13,9 millions d'habitants, où 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Elle prévoit enfin l'interdiction de la présence de troupes étrangères, ce qui mettra fin à l'accord entre Quito et Washington pour l'utilisation d'une base équatorienne comme point de départ des opérations antidrogue américaines.